

L'abominable truquage des prochaines Municipales

Ceci fait exploser le vague fonctionnement démocratique de la République Française : notre gouvernement assume officiellement, tranquillement, qu'il va truquer le résultat des élections municipales de 2020. C'est écrit noir sur blanc dans une circulaire du Ministère de l'Intérieur sur l'attribution des nuances politiques.

Aux Municipales, chacun vote pour élire son maire et le conseil municipal. C'est un scrutin de liste : en fonction du pourcentage obtenu, chaque liste se verra attribuer un certain nombre de représentants élus. Dans les petites communes, on connaît les personnes, les projets, et on vote en connaissance de cause ; dans les plus grandes villes, chaque liste arbore une couleur politique, une nuance politique établie par les Préfectures, au regard d'une liste écrite par le Ministère de l'Intérieur : 22 nuances, 1 d'extrême-gauche, 7 pour les listes de gauche (PCF, PS, LFI, divers gauche, PRG, Union de la gauche, EELV), 4 pour les listes diverses (Régionalistes, Gilets Jaunes, autres écologies, diverses), 4 pour les listes du centre (LREM, divers centre, UDI, Modem), 3 à droite (LR, Union de la droite, divers droite), enfin 3 pour l'extrême-droite (Debout la France, RN, listes d'extrême-droite). Ces nuances sont attribuées pour faciliter le comptage des voix, pour que l'on sache, le soir des résultats, qui a gagné, quel parti arrive en tête, etc. Sur toute la France.

Cette attribution des nuances était comptée dans chaque commune de plus de 1000 habitants. En-deçà, les rapports politiques sont souvent différents, les couleurs politiques ne sont pas nettes. Dans la nouvelle circulaire, les nuances politiques ne seront plus attribuées qu'aux communes de plus de 9000 habitants. Cela en fait 7 en moins à La Réunion : Sainte-Rose, Saint-Philippe, Salazie, Trois-Bassins, Cilaos, La Plaine-des-palmistes, et L'Entre-Deux.

Aucune commune en France de moins de 9000 habitants ne sera comptabilisée dans les résultats nationaux. Soit 96 % des communes françaises, pour 52 % de la population. Plus de la moitié des électeurs français deviennent « invisibles ». On aura une carte de France se basant sur 4 % des communes et 48 % des électeurs. On peut se poser la question si cela ne serait pas plus simple de leur enlever le droit de vote, aux électeurs des petites communes. J'exagère à peine.

Le gouvernement prétend que c'est à la demande des petits maires qui ne se reconnaissent pas dans les résultats nationaux. Examinons pourtant de plus près les cartes de répartition des nuances des votes en France : on s'aperçoit que les grandes villes votent majoritairement Macron ; la plupart des petites villes sont les lieux de vie des Gaulois réfractaires à la Start-Up Nation ; dans les petites communes de la France périphérique, le rejet d'Emmanuel Macron, de sa politique, est le plus fort.

Comment s'étonner que la majorité des Français ne peut plus encadrer ce gouvernement de menteurs et de voleurs de votes ? Pourquoi s'échiner à trouver des raisons à leurs échecs ? Pourquoi se remettraient-ils en question puisque ils peuvent simplement effacer de leurs existences politiques les Français qui ne sont pas d'accord avec eux ? Ce gouvernement a inventé le concept du Save Space politique. Qu'ont-ils à faire de la France d'antan, celle où on ferme des classes, des bureaux de poste, des maternités ?, là où il n'y a plus de transports publics, où s'accumulent les crève-la-faim ? Demain ces villes n'existeront plus, autant les rayer de la carte électorale.

Si ce n'était pas encore assez clair, avec Macron, c'est En Marche, ou... Crève. Cette manière de maquiller la réalité pour qu'elle leur paraisse plus favorable, ce n'est pas seulement une spécialité de ce gouvernement, c'est que cela devient la négation de nos existences, un crachat dans nos visages.

Il y a un précédent historique : une France où 97 % des Français n'étaient pas représentés à l'Assemblée Nationale, qui dota le pays d'une Constitution. C'était en 1789. Au moins, le Roi avait eu la bonne grâce à l'époque de ne pas rendre introuvables les cahiers de doléances des Français : ce n'est pas le cas de ceux du Grand Débat National tout récent. Il y a vraiment des Révolutions qui se perdent...

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

D'après Tatiana Ventôse, https://www.youtube.com/watch?v=xGW48as_Wik